

13^{ème} RÉUNION DU COMITÉ TECHNIQUE
14 – 17 mars 2016, Israël

**RAPPORT DU COMITÉ TECHNIQUE À LA 6^{ème} SESSION DE
LA RÉUNION DES PARTIES**

(Document AEWA/MOP6.7)

Sommaire

Sommaire	1
Introduction	1
Composition du Comité	2
Travail réalisé par le Comité technique en 2012-2015	2
Planification du travail : le statu quo	3
Planification du travail : tirer des enseignements des expériences acquises par d'autres AME.....	4
Planification du travail : approche proposée pour le Comité technique	4
Évaluation du TC de l'efficacité et des besoins futurs de l'AEWA	4
Menaces essentielles ayant un impact négatif sur les oiseaux d'eau migrateurs	5
Questions essentielles que le Comité technique devrait traiter	6
Comment rendre l'AEWA plus efficace ?	6
Rayonnement du Comité technique	7
Déclaration d'intérêts	8
Tableau 1. Composition des groupes de travail du Comité technique (2012-2015).....	10
Tableau 2. Plan de travail 2012-2015 du Comité technique de l'AEWA.....	11
Tableau 3. Autres activités du Comité technique au cours de la dernière période intersession 2012-2015.....	26
Appendice 1. Directives sur les conflits d'intérêt du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique (GIEC)	28

Introduction

Le présent rapport est présenté à la 6^{ème} session de la Réunion des Parties (MOP6) par le Comité technique (TC), conformément au paragraphe 3(c) de l'article VII de l'Accord. Il décrit les activités entreprises par le Comité technique durant la période 2012-2015 et présente un résumé des résultats obtenus. Les paragraphes 3 à 5 de l'Article VII de l'Accord stipulent que :

« 3. Le Comité technique :

- (a) fournit des avis scientifiques et techniques et des informations à la Réunion des Parties et aux Parties, par l'intermédiaire du secrétariat de l'Accord ;
- (b) fait des recommandations à la Réunion des Parties concernant le Plan d'action, l'application de l'Accord et toute recherche ultérieure à entreprendre ;
- (c) prépare pour chaque session ordinaire de la Réunion des Parties un rapport d'activités, ... ;
et
- (d) accomplit toute autre tâche qui lui sera confiée par la Réunion des Parties.

4. Lorsque, de l'opinion du Comité technique, une situation d'urgence se déclare, requérant l'adoption de mesures immédiates en vue d'éviter une détérioration de l'état de conservation d'une ou de plusieurs espèces d'oiseaux d'eau migrateurs, celui-ci peut demander au secrétariat de l'Accord de réunir d'urgence les Parties concernées. Les Parties en cause se réunissent dès que possible, en vue d'établir rapidement un mécanisme accordant des mesures de protection aux espèces identifiées comme soumises à une menace particulièrement sérieuse.

Lorsqu'une recommandation a été adoptée lors d'une réunion d'urgence, les Parties concernées s'informent mutuellement et informent le Secrétariat de l'Accord des mesures qu'elles ont prises pour la mettre en œuvre, ou des raisons qui ont empêché cette mise en œuvre.

5. Le Comité technique peut établir, autant que de besoin, des groupes de travail pour traiter de tâches particulières

Au cours de la période triennale 2012-2015, le Comité technique s'est réuni à deux reprises, les deux fois sous la présidence de David Stroud (R-U), représentant régional de l'Europe du Nord et du Sud-Ouest.

La onzième réunion (TC11) s'est tenue du 27 au 30 août 2012, à Accra, Ghana, accueillie par la Commission de la vie sauvage du Ghana. La douzième réunion (TC12) a eu lieu du 3 au 6 mars 2015 à Bonn, Allemagne. Le Secrétariat PNUE/AEWA en était l'hôte. Nous exprimons nos sincères remerciements à tous ceux qui ont participé à l'organisation de ces réunions et assuré leur déroulement harmonieux et efficace – aussi bien avant, pendant et après les réunions.

Comme au cours des précédentes périodes triennales, le plan de travail du TC pour la période 2012-2015 a été élaboré après la MOP5 pour servir de base au travail du Comité (tableau 2). Comme précédemment, les tâches ont été réparties en vue de leur réalisation entre dix groupes de travail (tableau 1), chacun ayant un président responsable de la supervision et de la conduite des tâches nécessaires. Les groupes de travail sont composés de représentants régionaux, d'experts thématiques, de représentants des ONG et d'observateurs et d'au moins un représentant du Secrétariat.

En plus des tâches spécifiques requises par la MOP5, le TC a également entrepris une série d'autres tâches afin de remplir la mission confiée par l'Accord et les décisions ultérieures des MOP. Elles sont récapitulées au tableau 3.

Comme cela a été noté dans le rapport du Comité à la MOP5, il a été fait un usage efficace de [L'espace de travail du Comité technique](#) en ligne, espace de communication et de travail protégé par un mot de passe qui fournit un accès aisé aux documents, permet les discussions, et archive tout le travail du TC. Cet outil facilite énormément la communication entre les membres du Comité en vue entre les sessions.

Le travail réalisé par le Comité a abouti à la rédaction de 13 avant-projets de résolutions devant être approuvés par le Comité permanent aux fins de présentation à la MOP6. Plus de 20 documents de réunion et d'information destinés à la MOP6 ont été rédigés par le Comité ou préparés à l'aide de l'étroite participation de ce dernier.

Composition du Comité

En juin 2013, Mark Brown a quitté son poste de représentant du TC pour l'Afrique australe. Nous le remercions pour le travail réalisé pour le Comité. À la suite d'un appel à candidature aux Parties en 2014, le Comité a accueilli Lizanne Roxburgh (Afrique du Sud) en qualité de représentante de l'Afrique australe.

Travail réalisé par le Comité technique en 2012-2015

Le Plan de travail pour 2012-2015 est récapitulé au tableau 2.

Contrairement aux périodes triennales précédentes, une partie importante des tâches à réaliser par le TC n'ont pas ni achevées ni avancées (tableau 2). Ceci est dû essentiellement :

- Au volume croissant des demandes faites par la Réunion des Parties au TC ;
- Au manque de ressources assignées permettant de sous-traiter une part importante du travail (par ex. les études techniques), entraînant une dépendance à l'égard du recueil préalable de fonds par le Secrétariat pour poursuivre ces types de travaux ; et
- Pour les membres du TC des pays développés en particulier, aux conséquences des mesures d'austérité économique se soldant par de lourdes contraintes sur le volume des contributions bénévoles au travail du Comité possibles du fait d'autres responsabilités organisationnelles.

Le volume de travail entrepris par le Comité va au-delà des demandes directes faites à ce sujet dans les Résolutions de la MOP. Par exemple, le mandat du TC inclut également l'élaboration et l'examen des lignes directrices (paragraphe 7.3 et 7.6 du Plan d'action de l'AEWA) ainsi que son rôle dans la Procédure d'évaluation de la mise en œuvre et la procédure de sélection relative au Fonds de petites subventions. Également, en accord avec sa fonction générale de conseiller, au cours de ces dernières années, le TC a examiné des questions nouvelles et émergentes susceptibles d'être importantes pour la conservation des oiseaux d'eau.

Planification du travail : le statu quo

Le nombre de demandes faites par la Réunion des Parties au Comité technique a progressivement augmenté (figure 1). Cette évolution est positive puisqu'elle souligne l'utilité de la fonction du Comité, mais elle a également des conséquences en relation avec la capacité à répondre à ces demandes.

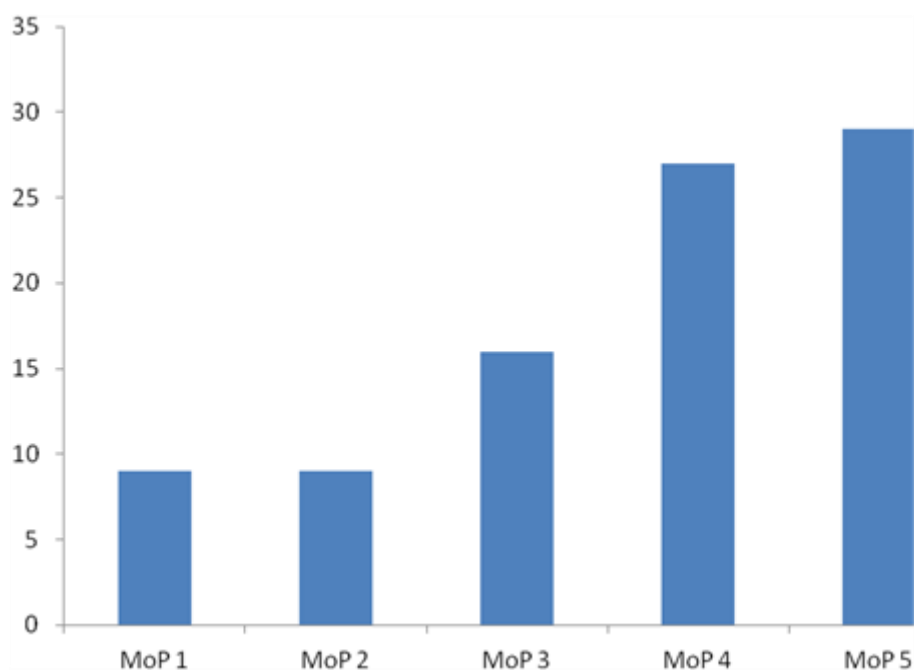


Figure 1. Augmentation du nombre de demandes importantes de travaux ou de guidances techniques et scientifiques faites au Comité technique par le biais des Résolutions de la MOP : 1999-2012.

Un problème supplémentaire est qu'actuellement, le Comité technique élabore son plan de travail triennal à la suite de chaque MOP, organisant les différentes tâches requises par la MOP entre plusieurs groupes de travail thématiques. Il en découle un manque de priorisation claire des multiples tâches demandées par la MOP de la part des Parties (figure 1).

Planification du travail : tirer des enseignements des expériences acquises par d'autres AME

La situation décrite ci-dessus est pratiquement identique à celle rencontrée par la Convention de Ramsar dans la gestion du travail de son Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST), au milieu du début des années 2000, en particulier du fait d'un volume accru de tâches, non assorties de priorités, soumises aux conseils du GEST par la COP de Ramsar. Il en a résulté un avant-projet du programme de travail du GEST, identifiant des priorités, devant être discuté et accepté par la COP. Ce programme a donné aux Parties une vue d'ensemble *de tout* le travail demandé au GEST.

L'avant-projet de programme de travail incluait les coûts indicatifs pour réaliser le travail préalable à de nombreuses tâches pour lesquelles une consultance externe est une façon effective de faire avancer le travail initial. Ceci a permis au Groupe de réellement faire office de groupe d'évaluation, c'est-à-dire d'améliorer et de peaufiner les projets initiaux préparés pour lui, aux fins d'examen. Ceci a été un moyen rentable d'obtenir des contributions scientifiques de haut niveau de la part de ceux n'ayant pas le temps de réaliser un examen approfondi ni d'élaborer un avant-projet.

Alors qu'initialement une ligne budgétaire de niveau zéro mettait en place un soutien de principe au travail au GEST dans le budget principal, des affectations plus récentes de la COP ont permis le financement des tâches hautement prioritaires sans avoir besoin de faire appel à des contributions volontaires.

Une part importante de l'approche adoptée par Ramsar pour la gestion du développement de ses orientations techniques a été la capacité qu'elle donne à la COP d'avoir une vue d'ensemble plus stratégique du travail du GEST. En particulier, quelles questions (par ex. adaptation au changement climatique, zones humides agricoles etc.) devraient représenter des domaines thématiques prioritaires. Dans le cadre du modèle Ramsar, la sélection des membres du GEST se fait *après* l'acceptation des domaines thématiques et du programme de travail. Ceci permet la sélection de personnes disposant des compétences les plus appropriées pour réaliser les tâches prioritaires convenues par la COP.

Planification du travail : approche proposée pour le Comité technique

À l'issue de l'accord du Comité permanent lors de sa 9^{ème} réunion, le TC propose :

- a. qu'un projet de plan de travail définissant les priorités soit présenté pour discussion et approbation lors de chaque MOP (inclus dans le document AEWA/MOP6 DR17 Dispositions institutionnelles : Comité technique) ;
- b. que ce plan de travail contienne des coûts indicatifs pour chaque tâche ;
- c. qu'au moins quelques éléments du budget principal déterminé par la MOP soient assignés au financement du travail que la MOP requiert du TC ; et
- d. que les tâches soient présentées (comme actuellement) selon les domaines thématiques, dans la perspective (comme actuellement) que le TC s'y attellera dans le cadre de plus petits groupes de travail, travaillant dans chacun de ces domaines.

Évaluation du TC de l'efficacité et des besoins futurs de l'AEWA

Lors de sa 11^{ème} Réunion, le Comité technique a entrepris une évaluation des problèmes auxquels sont confrontés les oiseaux d'eau migrateurs et les moyens d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de l'Accord. Cette évaluation, bien que de nature restreinte et informelle, a abouti à des conclusions très utiles du fait de la participation de représentants régionaux venant de toute la zone de l'Accord et d'un nombre important de représentants dotés d'une grande expertise pertinente.

Les participants ont dû répondre aux questions suivantes :

1. « Selon votre expérience, quelles sont les deux principales menaces ayant une incidence négative sur les oiseaux d'eau migrateurs ?

2. « Indépendamment du plan de travail actuel du TC, quelles sont les trois sujets clés que le TC devrait prendre en main ? »
3. « Si vous pouviez réaliser une seule activité comment rendriez-vous l'AEWA plus efficace (au niveau des Parties contractantes, du Secrétariat et du Comité technique)? »

Menaces essentielles ayant un impact négatif sur les oiseaux d'eau migrateurs

Un large éventail de menaces a été identifié, récapitulé dans les grandes lignes à la figure 2. Les menaces impliquant les pertes et les dégradations des habitats dominant, en particulier en Afrique. Les évaluations comprenaient les questions générales suivantes (non classées par ordre de priorité) :

- Les pertes d'habitats de zones humides et les changements dans l'utilisation des terres, notamment :
 - l'extension de l'agriculture dans des zones précédemment non cultivées ;
 - son intensification ailleurs (au détriment des oiseaux d'eau) ;
 - la récupération des terres dans les zones littorales et autres, y compris au moyen du drainage des zones humides ;
 - la production de biocarburant dans les habitats agricoles et autres (souvent induite par des investissements étrangers) ; et
 - les niveaux non durables de prélèvement de l'eau dans les zones humides;
- Les points mentionnés ci-dessus découlent largement de la croissance démographique constante, qui est un facteur clé des pertes et des dégradations d'habitats, entraînant des besoins accrus au niveau de l'eau, de la nourriture, du développement des infrastructures, de l'urbanisation et des ressources minérales et énergétiques ;
- Le manque de volonté politique et les mesures gouvernementales inadéquates dans certaines régions ;
- Les prises de décision insuffisamment informées, souvent en liaison avec une appréciation limitée de la valeur (dans tous les sens du terme) des oiseaux d'eau et les attitudes négatives de la part du public ;
- Les effets négatifs des perturbations sur les sites clés conduisant en ces lieux à de « quasi » pertes d'habitat ;
- La chasse non durable ou illégale aux oiseaux d'eau ou l'utilisation non durable ou illégale de ces derniers, le manque d'estimation des niveaux de prélèvement, et la réglementation limitée ou inadéquate de la chasse dans de nombreuses régions ;
- Les impacts sur les populations provenant d'empoisonnements « invisibles » par la grenaille de plomb, les pesticides et la pollution des nutriments ; et
- L'impact du changement climatique conduisant à des changements hydrologiques (par ex. sécheresse) et autres modifications du système naturel.

Des orientations portant sur la gestion d'un grand nombre de ces problèmes ont déjà été élaborées par l'AEWA (résumées, entre autres, dans les documents AEWA/MOP6 DR12 *Éviter une mortalité supplémentaire non nécessaire des oiseaux d'eau migrateurs*, AEWA/MOP6 DR6 *Conseils actualisés sur les mesures d'adaptation au changement climatique pour les oiseaux d'eau*, et AEWA/MOP6.21 *Avant-projet de Stratégie de communication*. Toutefois, en fin de compte, ce type de conseil ne prend généralement pas en main les moteurs principaux des facteurs de changement décrits plus haut.

Comme l'a noté le PNUE (2012)¹ « Des raisons impérieuses imposent d'envisager des politiques et des programmes axés sur les facteurs sous-jacents contribuant à l'accroissement de la pression sur les conditions environnementales et non pas uniquement sur la réduction des pressions ou des symptômes environnementaux. Parmi ces facteurs figurent notamment les aspects négatifs de la croissance démographique, de la consommation et de la production, de l'urbanisation et de la mondialisation. »

¹ United Nations Environment Programme 2012. *Global Environmental Outlook 5. Summary for Policy Makers*. UNEP, Nairobi. 20 pp. http://www.unep.org/geo/pdfs/GEO5_SPM_English.pdf

Questions essentielles que le Comité technique devrait traiter

Un grand nombre de questions ont été identifiées, récapitulées dans les grandes lignes à la figure 3. De nombreuses priorités font déjà partie du champ d'étude du Comité. Comme on pouvait s'y attendre, de nombreuses questions se rapportent à la prise en main des menaces essentielles (voir ci-dessus). Les autres questions importantes soulevées (non classées par ordre de priorité) comprenaient les besoins suivants :

- mettre plus clairement l'accent sur les questions pour lesquelles l'AEWA et le Comité technique seuls peuvent faire avancer les choses, et qu'ils peuvent prendre en main avec succès : par ex. promouvoir la suppression de l'utilisation de la grenaille de plomb ; encourager la chasse durable ; mettre en œuvre les plans d'action par espèce ; et
- utiliser l'expertise disponible au sein du Comité pour fournir une assistance technique aux Parties qui la requièrent – notamment par le biais de la Procédure d'évaluation de la mise en œuvre, et soutenir le développement des capacités techniques dans les pays où l'expertise est insuffisante ;
- accorder une plus grande attention aux questions d'utilisation durable (y compris la création d'un poste d'administrateur chargé de l'utilisation durable au sein du Secrétariat) ;
- aider à améliorer la sensibilisation à l'AEWA et aux problèmes de la conservation des oiseaux d'eau au moyen de campagnes proactives, peut-être particulièrement ciblées sur les ONG et les universités (qui sont sources de nouvelles générations de gestionnaires des ressources naturelles) ? ;
- définir les priorités des lacunes en matière de connaissances (recherche) et élaborer un plan ou des plans pour les prendre en main ; et
- encourager un meilleur ciblage des conseils de l'AEWA vers les parties prenantes et les utilisateurs potentiels
- accorder une priorité élevée à l'amélioration de la portée taxonomique et géographique de la surveillance dans toutes les régions (question traitée dans le document AEWA/MOP6.24 *Rapport sur le développement de la surveillance des oiseaux d'eau le long des voies de migration d'Afrique-Eurasie* et dans AEWA/MOP6 DR3 *Renforcement de la surveillance des oiseaux d'eau migrateurs*) ; et
- accorder une plus grande importance aux questions liées aux changements d'habitats/ utilisation des sols à l'échelle des paysages, y compris au développement de politiques favorables aux oiseaux d'eau (et autres éléments de la biodiversité) ainsi qu'à la production alimentaire.

Le Comité a souligné que deux questions couvrant plusieurs domaines se dégagent :

- a) La question à multiples facettes de la chasse et des prélèvements ainsi que du rôle unique de l'AEWA, situé à l'interface entre les parties intéressées, a été soulignée à plusieurs reprises, indiquant que l'AEWA devrait donner une plus grande priorité aux questions d'utilisation durable, à la mise en vigueur des législations existantes et à la prise en main des abattages illégaux.
- b) Le besoin de mieux cibler la communication et les directives. Qui l'Accord essaie-t-il d'influencer, comment ceci est le plus efficacement réalisé, et à quels besoins doit répondre l'AEWA (de manière spécifique) pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs ?

Comment rendre l'AEWA plus efficace ?

Les questions au sujet desquelles les participants du TC considèrent que l'efficacité de l'AEWA pourrait être renforcée étaient (non classées par ordre de priorité) :

Travailler par l'intermédiaire des autres

- Se concentrer sur des actions uniquement couvertes par l'AEWA ou non prises en main par d'autres : éviter le double emploi avec des questions traitées par d'autres AME et, à la place, élaborer des outils et des conseils destinés à ceux qui sont responsables de la mise en œuvre de l'AEWA – le cas échéant les interpréter dans le contexte de l'AEWA ;

- Travailler plus étroitement et plus efficacement avec d'autres organisations dont les activités ont un impact sur les oiseaux d'eau, ou bien travailler par leur intermédiaire ;
- Agir en coordination avec d'autres AME ou instruments d'action afin d'augmenter l'efficacité et l'efficacité de la prise en main des questions de conservation et des menaces ; et
- Travailler avec d'autres secrétariats d'AME afin de renforcer la capacité dans des pays choisis pour la mise en œuvre coordonnée des AME, par ex. par l'intermédiaire de groupes de travail nationaux sur la biodiversité.

Financement

- Améliorer le support financier accordé à la mise en œuvre de l'Accord, tout particulièrement en Afrique et dans d'autres pays en développement.

Capacité des Parties

- Accorder la priorité aux efforts en vue du renforcement de la capacité (notamment au moyen de la formations des points focaux et autres) afin de mettre en œuvre l'Accord au sein des Parties et des États de l'aire de répartition ; et
- Continuer à promouvoir l'adhésion des États de l'aire de répartition à l'Accord, en donnant la priorité à ceux qui sont tout particulièrement importants pour les oiseaux d'eau migrateurs.

Capacité du Secrétariat

- Maintenir et, mieux encore, accroître les effectifs du Secrétariat, y compris les postes à plein temps afin de a) soutenir le travail du Comité technique et b) faire office de lieu de convergence pour les questions de chasse durable.

Communication et sensibilisation

- Se concentrer sur les initiatives de sensibilisation impliquant les enfants et les jeunes – les enfants d'aujourd'hui sont les décideurs de demain ;
- Améliorer la communication entre les points focaux des Parties contractantes, les représentants régionaux, le Secrétariat et les autres partenaires ;
- Mettre en place davantage de partenariats stratégiques de financement avec des entreprises afin de continuer à chercher des apports de fonds (importants) (comme cela s'est déjà produit pour certaines initiatives) – un rôle clé du Secrétaire exécutif ;
- Mieux et plus intensivement cibler les différents groupes de parties prenantes au niveau national et international de prise de décision, et incluant de façon essentielle le secteur des entreprises ; et
- Entreprendre des traductions étendues des directives de l'AEWA dans un plus large registre de langues (locales) et encourager la dissémination de ces informations par l'entremise de réseaux pertinents.

Rayonnement du Comité technique

Au cours de la période triennale, les membres du Comité ont participé, selon des effectifs différents, à un large éventail de processus et de réunions. Cette participation est directement profitable à l'AEWA puisqu'elle permet d'identifier des possibilités de coopération et de synergies, de promouvoir des objectifs de l'AEWA par rapport à d'autres parties prenantes et organisations, et de développer des réseaux et des contacts pouvant aider à la tâche de conservation des oiseaux d'eau migrateurs. En outre, ce genre d'engagement aide le Comité à réaliser ses propres tâches grâce aux apports de connaissances et d'expertises extérieures, y compris les bénéfices tirés d'expériences acquises en dehors de la zone de l'Accord.

Au cours de la période 2012-2015, les membres du TC ont été impliqués dans les réunions ou processus suivants ou y ont participé :

- Question des adhésions : participation en 2013 à l'atelier international sur l'adhésion potentielle de la Fédération de Russie à l'AEWA
- Accord sur la conservation des albatros et des pétrels ; Comité consultatif
- Conseil de l'Arctique ; Conservation de la flore et de la faune arctiques
- Conseil de l'Arctique ; Initiative sur les oiseaux migrateurs de l'Arctique
- Convention de Berne ; Comité permanent
- Convention sur les espèces migratrices (CMS) ; Conseil scientifique
- CMS ; Conférence des Parties
- CMS ; groupe de travail sur les voies de migration
- CMS ; groupe de travail sur la prévention de l'empoisonnement
- CMS ; groupe de travail sur le Plan stratégique
- CMS ; groupe de travail scientifique sur les maladies de la faune sauvage
- CMS ; groupe de travail sur le plan d'action pour les oiseaux terrestres d'Afrique-Eurasie
- CMS/AEWA ; atelier sur le développement du plan d'action pour prendre en main la question du piégeage des oiseaux le long du littoral méditerranéen d'Egypte et de Lybie
- Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne) ; 2^{ème} conférence sur l'abattage, le piégeage et le commerce illégaux des oiseaux sauvages
- Convention de Berne ; 4^{ème} Réunion du groupe d'experts sur la conservation des oiseaux
- Partenariat pour la voie de migration d'Asie de l'Est-Australasie
- Union européenne ; groupe d'experts sur les Directives Oiseaux et Habitats
- Réseau mondial inter-voies de migration
- 14^{ème} Conférence internationale sur les lois relatives à la vie sauvage, Cameroun (exposé sur l'AEWA)
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ; groupes de spécialistes
- Groupe international d'étude sur les échassiers
- MdE sur la conservation des rapaces migrateurs en Afrique et Eurasie ; groupe consultatif technique
- Convention de Ramsar ; Conférence des Parties
- Convention de Ramsar ; Groupe d'évaluation scientifique et technique
- Plans d'action pour les espèces ; participation dans plusieurs groupes de travail internationaux
- Plans de gestion des espèces ; réunion du groupe de travail international sur la population de l'Oie à bec court du Svalbard
- Symposium sur les pratiques de conservation actuelles, Afrique du Sud (exposé sur l'AEWA)
- Conférence TraProBio sur la réglementation des espèces invasives en Afrique du Sud et en Allemagne, (exposé sur l'AEWA)
- Wetlands International ; Partenariat de surveillance des oiseaux d'eau
- Wetlands International ; groupes de spécialistes

Déclaration d'intérêts

Le besoin de transparence est l'un des éléments de plus en plus important pour la bonne gouvernance des organes subsidiaires scientifiques internationaux. Ceci comprend le besoin de procédures claires pour traiter les conflits d'intérêts potentiels.

Comme les conseils mis au point par le TC aux fins d'examen par la MOP portent souvent sur des questions sensibles de politique publique, il est important pour le Comité qu'il existe des procédures transparentes pour traiter des conflits d'intérêts potentiels.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique (GIEC) a adopté lors de sa 34^{ème} session, en 2012, des mesures politiques très complètes en matière de conflits d'intérêts². La guidance du GIEC comprend des conseils utiles (Appendice 1). La question a également été prise en main par plusieurs autres organes subsidiaires scientifiques, notamment par le comité consultatif de l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP).

Sur le modèle des procédures de l'ACAP, le Comité technique propose que, dans le futur, tous les membres et les observateurs permanents remplissent un simple formulaire relatif aux intérêts (joint au document AEWA/MOP6 DR17 *Dispositions institutionnelles : Comité technique*) au début de chaque période triennale.

² https://www.ipcc.ch/pdf/ipcc-principles/ipcc-conflict-of-interest_decision.pdf

Tableau 1. Composition des groupes de travail du Comité technique (2012-2015)

Groupe de travail	Membres
1. Plomb, chasse et commerce	Jean-Yves Mondain-Monval (Président) , Lorenzo Serra, Melissa Lewis, Sharif Jbour, Arto Marjakangas, Angus Middleton, John Harradine, Thomas Eske Holm, Nicola Crockford, Baz Hughes, Catherine Lehmann et Sergey Dereliev
2. Rapports nationaux, Plan stratégique et Objectifs d'Aichi	Melissa Lewis (Présidente) , David Stroud, Szabolcs Nagy, Muchai Muchane, Kelly Malsch/Patricia Cremona, Jean-Yves Mondain-Monval, Angus Middleton, Thomas Eske Holm, Florian Keil et Sergey Dereliev
3. Études internationales	David Stroud (Président) , Hussein Sosovele, Szabolcs Nagy, Nicola Crockford, Baz Hughes, Arto Marjakangas et Sergey Dereliev
4. Surveillance des oiseaux d'eau	Szabolcs Nagy (Président) , David Stroud, Erasmus Owusu, Hichem Azafzaf, Saulius Svazas, Sharif Jbour, Jean-Yves Mondain-Monval, Patrick Triplet, Baz Hughes, Thomas Eske Holm et Sergey Dereliev
5. CESP et stratégie de la communication	Spécialiste CESP – poste vacant (Président) , Hichem Azafzaf, Hussein Sosovele, Erasmus Owusu, David Stroud, Nicola Crockford, Patrick Triplet, Florian Keil et Sergey Dereliev
6. Lignes directrices de conservation	Mark Brown (Président jusqu'en 2013, puis David Stroud) , Hichem Azafzaf, Hussein Sosovele, Erasmus Owusu, Melissa Lewis, Nicola Crockford, Baz Hughes, Angus Middleton, Catherine Lehmann et Sergey Dereliev
7. Changement climatique	David Stroud (Président) , Muchai Muchane, Lorenzo Serra, Saulius Svazas, Patrick Triplet et Sergey Dereliev
8. Énergie renouvelable et oiseaux d'eau migrants	Sharif Jbour (Président) , Saulius Svazas, Mark Brown (jusqu'en 2013), Nicola Crockford, Baz Hughes, Thomas Eske Holm et Sergey Dereliev
9. Perturbations	Lorenzo Serra (Président) , Jean-Yves Mondain-Monval, Mark Brown (jusqu'en 2013), Muchai Muchane, David Stroud, Baz Hughes, Arto Marjakangas, John Harradine et Sergey Dereliev
10. Problèmes émergents	Tous les membres du TC

Tableau 2. Plan de travail 2012-2015 du Comité technique de l'AEWA

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
1. Plomb, chasse et commerce		
1.1. Fournir aux Parties des directives, par espèce, sur la façon de prendre en main les espèces semblables dans le cadre de la chasse (Résolution 4.3) (reprise du Plan de travail <u>2009-2012</u>)	Une approche générale possible de ce problème a été élaborée et discutée lors du TC12 et est soumise à la MOP6 pour information. Travail à poursuivre et à finaliser pour la MOP7.	AEWA/MOP Inf. 6.1
1.2. Préparer les Termes de Référence pour la révision de la Ligne directrice de conservation n° 5 sur le prélèvement durable des oiseaux d'eau, qui devra inclure, entre autres : 1) les directives relatives aux périodes de migration de reproduction et pré-nuptiale dans la Résolution 5.10 ; 2) des exigences plus spécifiques concernant le « principe d'utilisation durable » en tant que directive pour les Parties sur la façon dont le par. 4.1.1 du PA doit être mis en œuvre ; et 3) les directives sur l'utilisation des « limites de prélèvement » au sens du par. 2.1.1(a) du PA (Résolution 5.3 & IIT n°30, Résolution 5.10, Résolution 4.3) (reprise du Plan d'action <u>2009-2012</u>)	Grâce à des fonds de la Fondation François Sommer (France), du fonds pour la nature Jægernes (Danemark), du Centre danois pour l'environnement et l'énergie, Université d'Aarhus et du gouvernement de la République tchèque, une révision des lignes directrices sur le prélèvement durable a été préparée plus tard au cours de la période triennale.	AEWA/MOP 6.36
1.3. Examiner, pour les espèces d'oiseaux d'eau couvertes par l'Accord, tout problème potentiel découlant de l'utilisation de grenaille de plomb dans les écosystèmes terrestres (Résolution 4.1) (reprise du Plan de travail <u>2009-2012</u>)	A contribué au travail du groupe de travail de la CMS sur l'empoisonnement des oiseaux – établi par le Conseil scientifique de la CMS – qui a mené à l'adoption de la Résolution 11.15 de la CMS intitulée <i>Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrants</i> (http://www.cms.int/en/document/preventing-poisoning-migratory-birds) et des directives associées (http://www.cms.int/en/document/review-and-guidelines-prevent-poisoning-migratory-birds). À la lumière des recommandations visant à supprimer l'utilisation des munitions au plomb, adoptées par les Parties à la CMS (incluant toutes les Parties à l'AEWA sauf	

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
	deux) lors de la COP11 de la CMS en 2014 (ci-dessus), le Comité technique n'a pas entrepris de travail plus poussé concernant ce sujet.	
1.4. Examiner s'il est nécessaire d'établir un système complet de surveillance pour le commerce national dans la région de l'AEWA et si c'est le cas, donner des directives à la Réunion des Parties sur la façon de mettre en œuvre ce système (Résolutions 4.3 et 5.2)	La question a été examinée par le Comité et sa conclusion était que – dans le contexte de la mise en œuvre de l'AEWA – une surveillance complète du commerce national des oiseaux d'eau n'était pas nécessaire (bien qu'il puisse exister, naturellement, des besoins nationaux à déterminer par les Parties contractantes). Par conséquent, aucun travail plus poussé n'a été entrepris pour élaborer des directives à ces fins.	
1.5. Conseiller sur une mise en œuvre plus adéquate de l'approche des populations du Plan d'action dans la législation nationale (notamment concernant l'interdiction de chasse et de commerce) et si besoin est, fournir des conseils pour ses conséquences pour les Parties. Ce genre de directives pourrait, par exemple, clarifier la question de la façon dont il faut prendre en main les différentes populations de la même espèce dans un pays (Résolution 4.3)	Le TC a élaboré des directives sur des mesures à prendre dans la législation nationale pour différentes population de la même espèce, notamment en ce qui concerne la chasse et le commerce, et elles sont soumises pour examen et approbation à la MOP6.	AEWA/MOP 6.34
1.6. Fournir des directives concernant les mesures devant être prises pour éviter les dérogations figurant au par 2.1.3 du PA, portant préjudice aux espèces du Tableau 1 (Résolution 4.3)	Le TC ne disposait pas de capacité pour entreprendre le travail donc aucun progrès n'a été réalisé au cours de cette période triennale.	
1.7. Examiner le projet ARTEMIS et donner des conseils sur les mesures à prendre afin d'établir un système international pour la gestion des données de prélèvement, pour les pays de la région de l'AEWA n'étant pas couverts par ARTEMIS (Résolution 4.3) et/ou préparer les Termes de Référence pour le projet de l'intensification des connaissances sur les prélèvements d'oiseaux d'eau dans la région de l'Accord (Résolution 5.3 & IIT n° 7)	Question incluse dans les lignes directrices révisées sur le prélèvement durable préparées en 2015.	
1.8. Fournir des conseils sur la nécessité d'inclure dans le Plan d'action (Résolution 4.3) des dispositions relatives au contrôle ou au repeuplement dans le cadre de la chasse	Question incluse dans les lignes directrices révisées sur le prélèvement durable préparées en 2015.	

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
1.9. Fournir des normes minimales pour les tests d'aptitude devant être passés par les chasseurs (Résolution 4.3)	Question incluse dans les lignes directrices révisées sur le prélèvement durable préparées en 2015.	
1.10. Élaborer des directives simples qui permettront aux Parties contractantes de présenter leur rapport à la MOP6 sur les connaissances nationales relatives aux plombs de pêche et aux oiseaux d'eau, et à la suppression du plomb (Résolution 5.6) ³	Action entreprise et incluse dans le format de rapport national pour la MOP6.	
1.11. Fournir de la documentation supplémentaire sur la nature et l'échelle des effets des plombs de pêche sur les oiseaux d'eau (par 4.3.12 du Plan d'action)	<p>A contribué au travail du groupe de travail de la CMS sur l'empoisonnement des oiseaux – établi par le Conseil scientifique de la CMS – qui a mené à l'adoption de la Résolution 11.15 de la CMS intitulée <i>Prévenir les risques d'empoisonnement des oiseaux migrants</i></p> <p>http://www.cms.int/en/document/preventing-poisoning-migratory-birds) et des directives associées (http://www.cms.int/en/document/review-and-guidelines-prevent-poisoning-migratory-birds).</p> <p>À la lumière des recommandations visant à supprimer l'utilisation des plombs de pêche, adoptées par les Parties à la CMS (incluant toutes les Parties à l'AEWA sauf deux) lors de la COP11 de la CMS en 2014 (ci-dessus), le Comité technique n'a pas entrepris de travail plus poussé concernant ce sujet.</p>	
1.12. Fournir des directives de base sur la préparation des plans de gestion adaptative des prélèvements (tâche identifiée lors du TC11)	Question incluse dans les lignes directrices révisées sur le prélèvement durable préparées en 2015.	
2. Rapports nationaux, Plan stratégique et Objectifs d'Aichi		
2.1. Réviser le format de rapports nationaux et apporter les ajustements nécessaires à partir du feedback reçu après le cycle de rapportage de la MOP5 ; apporter les changements nécessaires selon la MOP5, entre autres, développer un module pour le format de rapports nationaux sur la désignation et la gestion des sites	Le format de rapport national pour la MOP6 a été révisé en ce qui concerne certaines questions de détail, mais la capacité du TC était insuffisante pour une révision plus	

³ La Tâche 2.1 du groupe de travail 2 sur les rapports nationaux, le Plan stratégique et les objectifs d'Aichi dépend des résultats de la mise en œuvre de cette tâche

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
importants pour informer les prochaines éditions du Rapport sur le réseau de sites ⁴ (Résolution 5.2) et faire un rapport sur le cadre des mesures d'adaptation au changement climatique ⁵ (Résolution 5.13), ainsi que sur les exigences énoncées dans d'autres résolutions ⁶ de la MOP5 ; envisager l'harmonisation avec les formats de la CMS, de Ramsar, de la directive Oiseaux de l'UE et autres, le cas échéant (Résolution 4.7)	fondamentale de l'harmonisation des formats de rapports avec d'autres AME pour la MOP6. L'examen des rapports relatifs aux sites est en attente du financement de la finalisation du Rapport sur le réseau de sites (Tâche 3.1 ci-dessous)	
2.2. Examiner le besoin d'une approche modulaire des rapports en ligne, avec des modules remis à différents intervalles ; synchroniser le timing avec les cycles de rapportage de la CMS, de Ramsar, de la directive Oiseaux de l'UE et autres, le cas échéant.	Pas de capacité du TC pour entreprendre une révision plus fondamentale de l'harmonisation des formats de rapportage avec d'autres AME, bien qu'en reconnaissance du passage à une approche modulaire, des questions sur l'état des espèces aient été supprimées du format de rapport à la MOP6, pour être incluses dans les rapports pour la MOP7.	
2.3. Fournir des données dans les Termes de Référence pour le développement de l'Outil analytique du système de rapports en ligne (Résolutions 5.1 & 5.2)	Aucun progrès réalisés, du fait d'un manque de fonds.	
2.4. Déterminer comment évaluer les progrès réalisés pour atteindre les objectifs 2.4, 3.3, 3.4 et 5.8, des éléments des objectifs 1.2, 2.3 et 4.4, et réaliser l'indicateur G10 du Plan stratégique 2009-2017 ; examiner les seuils de l'objectif 4.3 et de l'indicateur G8 ; déterminer quelles données supplémentaires et analyse complète seront nécessaires pour atteindre les objectifs 3.2 et 5.7 (Résolution 5.2)	Questions ajoutées au format de rapport en ligne afin d'évaluer les progrès visant à la réalisation des objectifs 2.4 et 3.3, et les éléments des objectifs 1.2 et 2.3. Le format de rapports a été amendé pour obtenir des informations plus claires sur les progrès dans la réalisation des objectifs 3.2 et 5.7. Il a été décidé qu'aucune directive supplémentaire n'était nécessaire pour l'indicateur G10, et qu'il était inutile de relever le seuil de l'indicateur G8. Des approches ont été identifiées pour évaluer les progrès dans la réalisation des objectifs 3.4 et 5.8.	

⁴ La Tâche 3.1 du groupe de travail 3 sur les Études internationales dépend des résultats de la mise en œuvre de cette tâche

⁵ Lié au groupe de travail 7 sur le changement climatique

⁶ Cette tâche dépend des résultats du groupe de travail 1 (Plomb, chasse et commerce), Tâche 1.10.

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
2.5. Envisager d'élaborer des indicateurs de mise en œuvre communs à l'AEWA et à Ramsar, le cas échéant, basés, par exemple, sur l'Outil TEMATEA (Résolution 5.19)	Pas de capacité du TC pour entreprendre une révision plus fondamentale de l'harmonisation des indicateurs concernant Ramsar et d'autres AME pertinentes.	
2.6. Évaluer les progrès réalisés concernant des questions importantes pour les objectifs d'Aichi et présenter des évaluations triennales des contributions de l'AEWA à chaque objectif d'Aichi pertinent, en donnant des détails sur les besoins supplémentaires, si nécessaire et approprié, en tant que points de l'ordre du jour de chaque future MOP jusqu'en 2020 (Résolution 5.23).	Une évaluation des progrès et besoins liés à la réalisation des objectifs d'Aichi par le biais de la mise en œuvre de l'AEWA a été élaborée et soumise à la MOP6.	AEWA/MOP6 DR15
3. Études internationales		
3.1. Poursuivre l'élaboration du « Rapport sur le réseau de sites pour les oiseaux d'eau dans la zone de l'Accord » ⁷ pour mieux refléter l'information sur la gestion et l'état de conservation des sites clés, afin de concevoir des façons de résumer cette information de manière plus accessible (Résolution 5.2) tout en tenant compte des besoins en termes de rapports sur le Plan stratégique de l'AEWA et l'évaluation des objectifs d'Aichi pertinents (Résolution 5.23)	Pas de financement disponible pour permettre de travailler sur ce thème. Souligné en tant que priorité pour la prochaine période triennale. Également lié à la Tâche 2.1.	
3.2. Guider le processus de préparation (1) du 6 ^{ème} Rapport sur l'état de conservation (CSR), (2) de l'étude sur les lacunes au niveau des connaissances, (3) de l'étude sur la préparation et la mise en œuvre des SSAP et (4) de l'étude sur les espèces non indigènes d'oiseaux d'eau (Action Plan 7.4) tout en tenant compte des besoins en termes de rapport sur le Plan stratégique de l'AEWA et l'évaluation des objectifs d'Aichi pertinents (Résolution 5.23)	<p>1. CSR6 préparé et soumis à la MOP6, avec des contributions de Wetlands International et un cofinancement de l'Office fédéral suisse pour l'environnement.</p> <p>2. Étude des lacunes au niveau des connaissances : pas de capacité du TC pour s'y atteler.</p> <p>3. Étude sur la préparation et la mise en œuvre des SSAP entreprise par le Secrétariat et présentée à la MOP6.</p>	<p>1. AEWA 6.14</p> <p>3. AEWA/MOP 6.16</p> <p>4. AEWA/MOP 6.15</p>

⁷ Cette tâche dépend des résultats du groupe de travail 2 (Rapports nationaux, Plan stratégique et objectifs d'Aichi), Tâche 2.1

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
	4. Étude des espèces non indigènes : Préparée par le PNUE-WCMC et parrainée par l'Office fédéral suisse pour l'environnement.	
4. Surveillance des oiseaux d'eau		
4.1. Fournir des directives supplémentaires aux Parties sur la façon d'assurer que les populations sont couvertes par des programmes internationaux de surveillance appropriés, tant au niveau de leur portée que de leur méthode, afin de produire des évaluations internationales fiables des tailles et des tendances des populations, y compris la surveillance des oiseaux marins et des oiseaux d'eau nichant en colonies (Résolution 5.2)	Pas de capacité du TC pour élaborer des directives.	
4.2. Élaborer des Lignes directrices de conservation afin de fournir une guidance pour les Parties sur la façon de développer des programmes de surveillance indépendants, appropriés tant au niveau de leur portée que de leurs méthodes, pour obtenir des estimations fiables des tailles et des tendances des populations d'oiseaux d'eau se reproduisant ou passant l'hiver dans leurs territoires, tout en s'efforçant de mettre en place une méthodologie harmonisée (Résolution 5.2)	Pas de capacité du TC pour élaborer des directives.	
4.3. Identifier des priorités pour l'élaboration systématique d'activités de surveillance des oiseaux d'eau, afin d'atteindre l'objectif de croissance de 50 %, d'ici à 2017, du nombre des populations dont l'état est évalué sur la base de données de surveillance régulières, conformément au Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA, en tenant compte de l'état de conservation des populations, de leur représentation géographique et d'autres facteurs (Résolution 5.2)	Pas de capacité du TC pour élaborer des directives.	
4.4. Travailler avec le Partenariat pour la surveillance des oiseaux d'eau afin de progresser en direction des objectifs liés à la surveillance du Plan stratégique 2009-2017 de l'AEWA et en faire le rapport à la MOP6 et, si nécessaire, proposer de réexaminer cette	Le TC accorde un soutien intensif continu au Partenariat pour la surveillance des oiseaux d'eau, prenant note du rapport d'avancement présenté par le Partenariat à la	AEWA/MOP 6.24

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
question lors de la MOP6, dans le but d'assurer une solution durable à long terme pour la surveillance internationale des oiseaux d'eau (Résolution 5.22)	MOP6. Toutefois, l'accès à une solution de financement durable à long terme reste flou.	
5. CESP & Stratégie de communication		
5.1. Fournir des conseils et un classement par priorité pour ce qui est de la mise en œuvre en cours de la Stratégie de communication (Résolution 5.5)	Conseils fournis à l'équipe de communication de l'AEWA, tout au long de la période triennale - y compris la Journée mondiale des oiseaux migrateurs et l'H5N8 - sur diverses questions liées aux médias.	
5.2. Conseiller et soutenir le processus de révision de la Stratégie de communication (Résolution 5.5)	Des données ont été ajoutées à la Stratégie de communication révisée lors du TC12 et plus tard.	AEWA/MOP 6.21
5.3. S'engager dans la future mise en œuvre du Réseau mondial inter-voies de migration (GIN) (tâche identifiée lors du TC11)	Discussion sur les moyens appropriés de développer la communication entre les initiatives internationales pour les voies de migration lors du TC11 ultérieurement, après la participation de quelques membres du TC à la première réunion du Réseau mondial inter-voies de migration, qui s'est tenu en Corée du Sud en 2011 (http://www.wetlands.org/WatchRead/Currentpublications/tabid/56/mod/1570/articleType/ArticleView/articleId/3346/Default.aspx).	
6. Lignes directrices de conservation⁸		
6.1. Entreprendre un examen critique du style et du format des lignes directrices de conservation de l'AEWA, en tenant compte, entre autres, de certaines questions ⁹ existantes et faire des	Questionnaire élaboré par le TC12 en vue d'une vaste diffusion au second semestre 2015, afin de soumettre des recommandations au Comité permanent en 2016,	Questionnaire disponible à https://www.surveymonke

⁸Les actions liées aux Lignes directrices de conservation de l'AEWA ont également été traitées par le groupe de travail 1 (Tâches [1.1] et 1.2), le groupe de travail 4 (Tâches [4.1] et 4.2), le groupe de travail 7 (Tâche [7.3]), le groupe de travail 8 (Tâche 8.2), le groupe de travail 9 (Tâche [9.2]) et le groupe de travail 10 (Tâches 10.1a et 10.1b)

⁹(1) les mérites ou autres de notes d'information plus courtes pouvant plus facilement être traduites dans les langues locales ; (2) le besoin de cibler différents styles ou types de directives sur différents publics (par ex. décideurs gouvernementaux, gestionnaires de zones humides, autres parties prenantes ou groupes d'utilisateurs concernés) ; (3) les mérites ou autres de directives spécifiquement régionales ; (4) la connaissance de l'étendue de l'utilisation des lignes directrices existantes et implications pour la diffusion de

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents								
recommandations au Comité permanent avant d'élaborer une guidance dans le cadre du format actuel, à examiner. (Résolution 5.10)	concernant le style et le format des futures lignes directrices de conservation.	y.com/s/AEWA_Guidance_EN (anglais) et https://www.surveymonkey.com/s/AEWA_Guidance_FR (français)								
6.2. Évaluer les lignes directrices préparées jusqu'ici dans le cadre du paragraphe 7.3 du Plan d'action et identifier la nécessité de les mettre à jour et d'en rédiger de nouvelles, en tenant compte des tâches liées des groupes de travail 1 & 4 (Plan d'action ; par. 7.6)	<p>Les lignes directrices de conservation de l'AEWA ont un certain statut officiel – en vertu de leur adoption officielle par les Parties – en tant que guidance sur la mise en œuvre du Plan d'action et autres domaines importants de la conservation des oiseaux d'eau adoptés par les Parties. Par conséquent, il est nécessaire de réviser périodiquement ces directives, pour assurer qu'elles continuent de représenter les « meilleures » pratiques actuelles, à la lumière des nouvelles techniques et de la compréhension scientifique en évolution.</p> <p>Le tableau ci-dessous indique quand les directives adoptées ont été révisées pour la dernière fois.</p> <table border="1" data-bbox="1032 874 1731 1054"> <thead> <tr> <th data-bbox="1032 874 1361 943">Dernière date de révision</th> <th data-bbox="1361 874 1731 943">Lignes directrices de conservation</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="1032 943 1361 979">2005</td> <td data-bbox="1361 943 1731 979">1, 3, 4, 5, 7, 8, 9</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1032 979 1361 1016">2008</td> <td data-bbox="1361 979 1731 1016">11</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1032 1016 1361 1054">2012</td> <td data-bbox="1361 1016 1731 1054">2, 6, 10, 12, 13, 14</td> </tr> </tbody> </table> <p>Mettre à jour les directives implique de mettre en balance les ressources engagées (temps du Comité technique et/ou coût des prestataires engagés) dans cette tâche et le risque d'avoir adopté des directives qui ne sont plus « adaptées à l'usage prévu ». Le TC propose que deux règles empiriques soient adoptées et, à moins qu'il n'en ait été décidé autrement, travaillera sur cette base :</p>	Dernière date de révision	Lignes directrices de conservation	2005	1, 3, 4, 5, 7, 8, 9	2008	11	2012	2, 6, 10, 12, 13, 14	
Dernière date de révision	Lignes directrices de conservation									
2005	1, 3, 4, 5, 7, 8, 9									
2008	11									
2012	2, 6, 10, 12, 13, 14									

directives ; et (5) la valeur potentielle d'un format de « directives à directives » tel qu'élaboré par le Groupe scientifique et technique de la Convention de Ramsar.

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
	<p>1. À chaque fois que l'on sait qu'il est clair qu'une ligne directrice de conservation ne reflète plus les « meilleures pratiques » internationales (par exemple si les directives pertinentes de l'UICN sur le sujet ont changé), elle devra être amendée dès que possible pour assurer que les directives de l'AEWA représentent la « meilleure » pratique internationale, du point de vue juridique et technique¹⁰.</p> <p>2. Toutes les directives doivent être soumises à une révision tous les trois cycles¹¹ (neuf ans) en vue d'une mise à jour/d'un amendement, si cela est jugé nécessaire. Notez que l'examen n'induit pas nécessairement un amendement – il s'agit juste d'un processus permettant d'évaluer s'il est besoin d'un amendement ou d'une mise à jour, de façon à ce que les directives de l'AEWA continuent de représenter la « meilleure » pratique internationale.</p> <p>Ce genre d'examen tiendra compte des résultats de la révision du format et de la structure de la ligne directrice de conservation (Tâche 6.1), rapport en 2016.</p>	
6.3. Préparer les Termes de Référence pour la révision de la Ligne directrice n° 1 sur les SSAP nationaux (Résolution 5.3 & IIT n° 29)	Pas de capacité du TC pour y travailler.	
6.4. Finaliser les lignes directrices sur la législation de la chasse et du commerce ¹² , y compris une synthèse de la législation et des	Les lignes directrices sur la législation nationale pour la protection des espèces migratrices d'oiseaux d'eau	AEWA/MOP 6.35

¹⁰ Ceci fait également suite à l'exigence du par. 7.3. du Plan d'action : « Le secrétariat de l'Accord fait en sorte, lorsque cela s'avère possible, d'assurer la cohérence de ces lignes directrices avec celles approuvées aux termes d'autres instruments internationaux. »

¹¹ La logique pour trois cycles est l'équilibre entre un besoin trop fréquent d'activité et le risque que des périodes beaucoup plus longues semblent devoir résulter dans des lignes directrices largement dépassées

¹² Il n'existe pas d'avant-projet de lignes directrices séparées sur la *Législation de la chasse et du commerce*, mais ces deux questions ont été traitées dans l'avant-projet de lignes directrices de conservation sur la législation nationale pour la protection des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats, qui devra être finalisée pour soumission à la MOP.

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
<p>mesures existantes sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs actuellement en place au sein des Parties contractantes et présenter les lignes directrices à la MOP6 pour examen, et proposer des procédures grâce auxquelles elles peuvent être tenues à jour, pour continuer à refléter la meilleure pratique actuelle après la MOP6 (Résolution 5.25)</p>	<p>migrateurs et de leurs habitats (c'est-à-dire pas seulement sur la législation de la chasse et du commerce) ont été finalisées. Il n'y avait pas de ressources disponibles pour préparer une synthèse complète de la législation et des mesures existantes sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs, actuellement en place au sein des Parties contractantes - toutefois, des exemples de la législation nationale de certaines Parties ont été incorporés dans les lignes directrices.</p>	
<p>7. Changement climatique</p>		
<p>7.1. Examiner et résumer, avec la contribution des Points focaux nationaux du TC, les études et politiques pertinentes liées au changement climatique et à la conservation et à la gestion des oiseaux d'eau migrateurs, notamment en ce qui concerne la création et la gestion de réseaux de sites protégés et gérés, et autres sites adéquatement gérés, et soumettre cette vue d'ensemble à la MOP6 (Résolution 5.13)</p>	<p>Pas de capacité du TC ni de fonds pour entreprendre un examen complet impliquant des relations avec les Points focaux nationaux du TC, mais l'AEWA a adopté un cadre pour le changement climatique, et des mesures adaptatives pour les oiseaux d'eau (Résolution 5.13) ont été mises à jour et soumises à la MOP6.</p>	<p>AEWA/MOP6 DR6</p>
<p>7.2. Préparer les Termes de Référence pour le projet sur l'identification des sites importants vulnérables au changement climatique (Résolution 5.3 & IIT n° 4) 4)</p>	<p>Pas de capacité du TC ni de fonds disponibles pour faire avancer ce projet à titre d'initiative de l'AEWA, mais une vaste proposition de projet de Wetlands International, en cours de développement (se concentrant tout spécialement sur l'Afrique) fournira des informations pertinentes significatives si le financement aboutit.</p>	
<p>7.3. Travailler en collaboration avec le Groupe d'évaluation scientifique et technique de Ramsar et le Conseil scientifique de la CMS, sur des questions d'intérêt commun liées aux impacts du changement climatique sur les zones humides et les oiseaux d'eau migrateurs qui en dépendent, afin d'élaborer des directives communes pour les Parties contractantes, lorsque cela est possible (Résolution 5.13)</p>	<p>Contact maintenu avec le Groupe d'évaluation scientifique et technique de Ramsar, mais aucune initiative significative en cours.</p>	

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
8. Énergie renouvelable et oiseaux d'eau migrateurs		
8.1. Identifier, en liaison avec les organismes industriels et autres parties intéressées, les lacunes majeures en termes de connaissances et/ou les manques de directives relatives à l'impact de la production d'énergie renouvelable sur les oiseaux d'eau migrateurs, et faire des propositions sur la façon dont ils peuvent être comblés de la façon la plus efficace (Résolution 5.16)	Travail entrepris par le biais d'une collaboration majeure entre l'AEWA, la CMS et BirdLife International, à travers le projet PNUD/FEM sur les oiseaux planeurs migrateurs, qui a élaboré des directives adoptées par la COP11 de la CMS (Résolution 11.27 http://www.cms.int/en/document/renewable-energy-and-migratory-species-1) et est également soumis à la MOP6.	AEWA/MOP 6.37
8.2. Préparer les Termes de Référence pour la préparation de lignes directrices pour prévenir/atténuer les impacts des développements d'énergie éolienne sur les oiseaux d'eau (Résolution 5.3 & IIT No.12)	Comme pour la Tâche 8.1	
9. Perturbations		
9.1. Élaborer des définitions, à proposer à la MOP, des termes de « perturbation » et la nature « significative » de toute perturbation pouvant avoir une incidence négative sur la conservation des oiseaux d'eau, au niveau des individus et des populations, dans le contexte de l'application du Plan d'action de l'AEWA (Résolution 5.24)	Définitions élaborées et soumises à la MOP6 pour adoption potentielle, en tant que directive dans le contexte de l'application du Plan d'action.	AEWA/MOP6 DR7
9.2. Préparer les Termes de Référence pour commander : 1) une synthèse des connaissances scientifiques sur les perturbations, y compris les activités significatives et les sources de perturbation les plus étendues, traitant des effets des perturbations ainsi que des mécanismes éventuels d'adaptation, d'atténuation et de compensation, et le cas échéant, résumant les études ayant évalué les effets à court terme des perturbations et leur impact à long terme sur la productivité et la survie des oiseaux, au niveau individuel et des populations ; 2) des directives simples mais détaillées sur la gestion des perturbations sous une forme pouvant être largement traduite et	1) Termes de Référence élaborés pour l'examen des connaissances, mais un manque de fonds a empêché de passer commande de ce travail. 2) Une structure et un format pour un guide simple pour que les gestionnaires des zones humides comprennent et gèrent les problèmes liés aux perturbations ont été préparés, sous un format pouvant être aisément traduit en plusieurs langues. En raison d'un manque de capacité du TC, il n'a pas pu être rédigé. Si les fonds le permettent, ceci sera fait au cours de la prochaine période triennale. Si les fonds	

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
diffusé, et soumettre la synthèse et les directives à la MOP6 pour examen (Résolution 5.24)	demeurent limités, le Comité estime que les lignes directrices de gestion revêtent une plus grande priorité que l'étude scientifique, puisque leur portée influence directement la gestion des sites et donc l'état des oiseaux d'eau.	
10. Questions émergentes		
10.1. Industries extractives		
<p>a. travailler avec le Groupe d'évaluation scientifique et technique de Ramsar et autres parties intéressées pour élaborer des directives permettant l'évaluation de l'importance des impacts cumulatifs de multiples pertes de zones humides le long de la voie de migration des espèces, et les implications pour l'EIE, l'ESE et autres processus d'évaluation (Résolution 5.14)</p> <p>b. travailler avec le Groupe d'évaluation scientifique et technique de Ramsar pour finaliser le guide donnant des directives sur les industries extractives, et le diffuser aux Parties contractantes (Résolution 5.14, Résolution 5.3 & IIT n° 11). c. continuer de collaborer sur ces questions avec le Groupe d'évaluation scientifique et technique de Ramsar, notamment en travaillant conjointement avec d'autres organisations intéressées pour élaborer plus avant des outils analytiques géo-spatiaux pour identifier les sites où des conflits peuvent se faire jour par rapport aux impacts des processus des industries extractives sur les zones humides importantes pour les oiseaux d'eau (Résolution 5.14)</p>	<p>a. Par manque de capacité du TC, il n'a pas été possible d'effectuer un travail plus poussé à ce sujet mais des débats lors du TC12 ont identifié des manières possibles de le faire au cours de la prochaine période triennale, en association, nous l'espérons, avec d'autres parties intéressées.</p> <p>b. Le Groupe d'évaluation scientifique et technique de Ramsar a réalisé un tableau avec des liens vers 169 directives publiées sur des aspects des industries extractives, mais par manque de capacité du TC, il n'a pas été possible d'effectuer un travail plus poussé pour en faire un produit (en tant que Guide des directives) pour la MOP6. Si la capacité du TC le permet, il sera réalisé plus avant pour soumission à la MOP7.</p> <p>c. Des relations suivies sont en cours avec le Groupe d'évaluation scientifique et technique de Ramsar à ce sujet et sur des sujets afférents.</p>	
10.2. Lignes électriques		
Surveiller la mise en œuvre de la Résolution 5.11 en consultation avec le Conseil scientifique de la CMS, qui est chargé de la surveillance de la Résolution 10.11 de la CMS, et fournir des directives plus poussés lorsque de nouveaux développements pertinents sur la réduction de l'impact des lignes électriques sur les	a. La surveillance de la mise en œuvre de la Résolution 5.11 fait à présent partie du processus de rapports nationaux, et un résumé du feedback reçu des Parties est fourni dans la synthèse des rapports nationaux remise à la MOP6.	AEWA/MOP6 DR12

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
oiseaux – tels que des techniques d’atténuation améliorées - sont disponibles (Résolution 5.11)	<p>b. Aucune nouvelle directive sur les lignes électriques n’est proposée. La priorité est accordée à la mise en œuvre des directives existantes adoptées par l’AEWA et la CMS. À cet égard, l’appel de la COP11 de la CMS à réunir un groupe de travail multipartite sur la réconciliation des développements sélectionnés du secteur de l’énergie avec la conservation des espèces migratrices (le groupe de travail Énergie) est significatif et nous espérons qu’il encouragera les meilleures pratiques par l’industrie de distribution énergétique. En avril 2015, le groupe de travail reste encore à réunir.</p> <p>Le développement anticipé à grande échelle des réseaux de distribution d’électricité à travers l’Afrique (y compris par le biais de l’initiative « Power Africa », financé par les États-Unis) génère un besoin important et urgent d’assurer que les meilleures pratiques (infrastructures énergétiques respectueuses des oiseaux) sont adoptées au stade de la conception – lorsque les frais supplémentaires pour réduire les impacts sur les oiseaux sont minimales.</p>	
10.3. Empoisonnement et produits agrochimiques		
Collaborer avec le groupe de travail du Conseil scientifique de la CMS sur l’empoisonnement des oiseaux migrateurs, sur des questions d’intérêt mutuel (Résolution 5.12)	<p>A contribué au travail du groupe de travail de la CMS sur l’empoisonnement des oiseaux – établi par le Conseil scientifique de la CMS – qui a mené à l’adoption de la Résolution 11.15 de la CMS intitulée Prévenir les risques d’empoisonnement des oiseaux migrateurs http://www.cms.int/en/document/preventing-poisoning-migratory-birds) et des directives associées http://www.cms.int/en/document/review-and-guidelines-prevent-poisoning-migratory-birds).</p>	

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
<p>10.4. Déclins régionaux multi-espèces</p> <p>Explorer comment les déclins multi-espèces et à l'échelle régionale (ex. les canards marins de la Baltique) peuvent être pris en main, en se servant d'une combinaison de mesures appropriées nationales et internationales (Résolution 5.6)</p>	<p>Pas de conclusions significatives. Discussions initiales lors du TC12 et travail plus poussé prévu (si la capacité le permet) lors de la prochaine période triennale.</p>	
<p>10.5. Taxonomie & nomenclature</p> <p>En tant que suivi du travail sur ces questions effectué en 2009-2012, contribue au Conseil scientifique intersession de la CMS sur la taxonomie et la nomenclature des oiseaux (Résolution 4.11) (reprise du Plan de travail <u>2009-2012</u>)</p>	<p>A généralement contribué au travail à ce sujet au cours de la dernière période triennale, et à la lumière des décisions prises par la COP11 de la CMS (Résolution 11.19 http://www.unep-aewa.org/en/document/unepecms-resolution-11-19-taxonomy-and-nomenclature-birds-listed-cms-appendices), le TC12 a recommandé que l'AEWA adopte officiellement la même taxonomie.</p>	<p>AEWA/MOP6 DR1</p>
<p>10.6. Périodes de migration de reproduction et prénuptiale</p> <p>Continuer à fournir des informations pertinentes sur les espèces africaines, comme mentionné à l'Appendice 1 de la Résolution 5.10, sachant que les connaissances de ces espèces s'améliorent par le biais de la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Afrique, ce qui permettra d'apporter des directives élaborées à une future session de la Réunion des Parties (Résolution 5.10)</p>	<p>Question restant généralement à l'étude. Aucune nouvelle connaissance significative requérant des directives élaborées à soumettre à la MOP6.</p>	
<p>10.7. Plantes aquatiques envahissantes</p> <p>Compiler un guide des lignes directrices disponibles à ce sujet (reprise du Plan de travail <u>2009-2012</u>)</p>	<p>Aucun progrès.</p>	
<p>10.8. Connaissances traditionnelles et prélèvement</p> <p>Finaliser l'étude sur la question remise à plus tard (<u>reprise du Plan de travail 2009-2012</u>)</p>	<p>Aucun autre travail dans ce domaine, mais la question a été identifiée comme étant hautement prioritaire pour la période triennale à venir.</p>	
<p>10.9. Maladies émergentes</p>		

Question/Groupe de travail	Actions entreprises	Documents MOP6 afférents
Participer au nouveau groupe de travail du Conseil scientifique de la CMS sur les maladies de la faune sauvage (<u>reprise du Plan de travail 2009-2012</u>)	A continué à participer au groupe de travail de la CMS sur les maladies de la faune sauvage si besoin est. A contribué à la déclaration du groupe de travail, réalisée au moment de la grippe aviaire hautement pathogène H5N8 à la fin 2014 et au début 2015 : http://tinyurl.com/kyce4j8 .	
10.10. Prélèvement de subsistance et durabilité		
Vérifier auprès de la FAO leur étude de la chasse de subsistance (<u>reprise du Plan de travail 2009-2012</u>)	La question a généralement été intégrée dans le travail de développement de nouvelles lignes directrices sur le prélèvement durable.	
10.11. Prises accessoires d'oiseaux marins		
Établir et maintenir le contact avec l'ACAP, le Programme pour les oiseaux marins de BirdLife, le groupe de travail sur l'Albatros (<u>reprise du Plan de travail 2009-2012</u>)	Le président du TC a été en mesure d'assister à la huitième réunion de l'ACAP en 2014, et explore des domaines de liaison avec le Secrétariat de l'ACAP et autres. Ceci se poursuivra au cours de la prochaine période triennale.	
10.12. Corporations transnationales :		
Établir le contact avec elles (campagne de sensibilisation, levée de fonds) (<u>reprise du Plan de travail 2009-2012</u>)	Aucune action entreprise. Dans tous les cas, il s'agira d'une action qu'il vaudra mieux que le Secrétariat ou des Parties contractantes entreprennent.	

Tableau 3. Autres activités du Comité technique au cours de la dernière période intersession 2012-2015

1	Le TC a examiné, commenté, et approuvé les avant-projets de plans d'action internationaux par espèce pour 7 espèces/populations d'oiseaux d'eau et 1 Plan d'action international multi-espèces pour 9 espèces, pour soumission à la MOP6.
2	Le TC a examiné et approuvé la 6 ^{ème} édition du Rapport sur l'état de conservation (document AEWA/MOP 6.14) et les amendements proposés au Tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA (document AEWA/MOP 6.22).
3	Le TC a examiné un cas éventuel de Procédure d'évaluation de la mise en œuvre pendant la période intersessionnelle et a fourni ses conseils au Comité permanent par le biais du Secrétariat.
4	L'expert du droit environnemental a aidé le Secrétariat en participant à un atelier international sur l'adhésion potentielle à l'AEWA de la Fédération de Russie (Moscou, août 2013).
5	Le TC a examiné les propositions de projets soumis au Fonds de petites subventions entre les sessions et a fourni des conseils sur leur financement au Comité permanent par le biais du Secrétariat.
6	Le président du Comité technique a participé activement aux 9 ^{ème} et 10 ^{ème} réunions du Comité permanent de l'AEWA, qui se sont tenues respectivement les 18 et 19 septembre 2013 à Trondheim, Norvège, et du 8 au 10 juillet 2015 à Kampala, Ouganda.
7	Le président et certains membres du Comité technique ont participé activement aux groupes de travail intersessionnel du Conseil scientifique de la CMS sur les voies de migration, sur la prévention de l'empoisonnement des oiseaux migrateurs, et à l'atelier visant à élaborer le Plan d'action pour prendre en main le piégeage des oiseaux le long de la côte méditerranéenne de l'Égypte et de la Libye (29 novembre 2013, Bonn, Allemagne).
8	Le président et certains membres ont assisté à la COP11 de la CMS, qui a eu lieu du 4 au 9 novembre 2014 à Quito, Équateur. Le président du TC a dirigé le groupe de contact sur les oiseaux, qui a débattu d'un certain nombre de décisions de la COP relatives aux oiseaux, et dont beaucoup avaient des implications pour l'AEWA.

Appendice 1. Directives sur les conflits d'intérêt du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique (GIEC)

Conflit d'intérêt

- « 11. Un «conflit d'intérêts» désigne tout intérêt actuel d'ordre professionnel, financier ou d'une autre nature susceptible: i) d'altérer sensiblement l'objectivité d'une personne dans l'exercice de ses fonctions et de ses responsabilités au sein du GIEC ou ii) de conférer un avantage indu à une personne ou une organisation. Aux fins de la présente politique, toutes circonstances susceptibles d'amener une personne raisonnable à mettre en doute l'objectivité d'un individu ou à se demander si un avantage indu a été conféré constituent un conflit d'intérêts potentiel. Ces conflits potentiels doivent être déclarés.
12. Les politiques des organismes d'évaluation scientifique en matière de conflits d'intérêts distinguent généralement le «conflit d'intérêts» de la «partialité», qui désigne un point de vue ou une approche affirmés concernant une question précise ou une problématique générale. Dans le cas des équipes d'auteurs et d'examineurs, la partialité peut et doit être gérée par la sélection d'un équilibre de points de vue. Ainsi, les équipes d'auteurs du GIEC doivent en principe réunir des personnes ayant différents points de vue et affiliations. Ceux qui participent à la sélection des auteurs doivent viser à constituer une équipe d'auteurs dont la composition équilibre les compétences et les points de vue afin que les produits du GIEC soit complets, objectifs et impartiaux. La sélection de ces personnes doit veiller à l'équilibre des partialités éventuelles. En revanche, il y a conflit d'intérêts lorsqu'une personne pourrait obtenir un gain direct et concret des résultats d'un produit du GIEC. Un point de vue que l'on juge fondé, mais qui n'est pas susceptible d'apporter un avantage individuel ne constitue pas un conflit d'intérêts.
13. Les obligations énoncées dans la présente politique en matière de conflits d'intérêts ne sont pas destinées à couvrir l'évaluation du comportement d'une personne ou de sa capacité à agir de manière objective en dépit du conflit d'intérêts.
14. La présente politique s'applique exclusivement aux conflits d'intérêts actuels et ne s'applique donc pas à des conflits d'intérêts passés qui ont expiré, n'existent plus et ne peuvent raisonnablement influencer le comportement actuel. Elle ne s'applique pas non plus à des intérêts susceptibles de naître ultérieurement mais qui n'existent pas au présent, car ces intérêts ont un caractère intrinsèquement hypothétique et incertain. À titre d'exemple, une candidature en cours à un poste est un intérêt actuel mais la simple possibilité que l'on puisse se porter candidat à un tel poste n'est pas un intérêt actuel.
15. Les intérêts professionnels et les autres intérêts non financiers ne doivent être déclarés que s'ils sont importants et pertinents. Les personnes qui ne sont pas sûres de devoir déclarer un intérêt sont encouragées à prendre conseil auprès de l'organe du GIEC compétent indiqué à l'annexe A. Peuvent constituer notamment des intérêts importants et pertinents des fonctions de responsabilités au sein d'une rédaction, des fonctions au sein de comités consultatifs associés à des organisations du secteur privé et des fonctions d'administrateur de groupes sans but lucratif ou de défense d'intérêts. Cependant, l'exercice de ces fonctions ne constitue pas systématiquement un conflit d'intérêts.
16. Les intérêts financiers ne doivent être déclarés que s'ils sont importants et pertinents. Il peut s'agir par exemple des types d'intérêts financiers suivants: relations de travail, relations de conseil, placements financiers, droits de propriété intellectuelle et intérêts commerciaux et sources de financement de la recherche du secteur privé. Les personnes doivent également déclarer les intérêts financiers importants et pertinents de toute personne avec laquelle ils ont un intérêt commercial important ou partagent un intérêt

pertinent. Les personnes qui ne sont pas sûres de devoir déclarer un intérêt sont encouragées à prendre conseil auprès de l'organe du GIEC approprié indiqué à l'annexe A «Modalités de mise en œuvre».

17. Afin de prévenir les situations susceptibles d'engendrer un conflit d'intérêts, les personnes qui dirigent l'élaboration de rapports du GIEC ou y participent directement doivent éviter d'avoir à approuver, adopter ou accepter pour le compte d'un gouvernement le texte auquel ils ont directement participé. »